

Cette traduction est disponible grâce à la contribution volontaire de Mme. Muriel Alapini, Mme. Melanie Nedelec, M. Cissé Ibrahim et M. Adama Ouedraogo. L'IGF leur en est reconnaissant. Elle ne représente pas une quelconque position de l'organisation.

Ce document est un résumé des points soulevés lors de la 18e réunion annuelle du Forum sur la gouvernance d'internet qui s'est tenue à Kyoto, au Japon, du 8 au 12 octobre 2023. Les points de vue et opinions exprimés dans ce document ne reflètent pas nécessairement ceux du Secrétariat des Nations Unies. Les désignations et la terminologie employées peuvent ne pas être conformes à la pratique des Nations Unies et n'impliquent pas l'expression d'une quelconque opinion de la part de l'Organisation.

Les discussions du forum se sont concentrées sur le thème général "L'internet que nous voulons - Donner à tous les moyens d'agir".

Les sessions ont été organisées autour de huit thèmes subsidiaires qui concernaient :

- l'intelligence artificielle et les technologies émergentes
- Éviter la fragmentation de l'internet
- Cybersécurité, cybercriminalité et sécurité en ligne
- Gouvernance des données et confiance
- Fractures numériques et inclusion
- Gouvernance et coopération numériques mondiales
- Droits de l'homme et libertés
- Durabilité et environnement

Les messages du FGI figurant dans le présent document sont issus des nombreuses sessions tenues dans le cadre de ces thèmes.

QUESTIONS PRIMORDIALES

De nombreuses sessions du Forum ont abordé la contribution qu'internet et les technologies numériques peuvent apporter au soutien des Objectifs de Développement Durable (ODD). L'attention portée au rôle que les technologies numériques peuvent jouer dans la réalisation des ODD s'est intensifiée, en particulier dans les domaines dont les mises en œuvre sont en retard par rapport au programme suite à la pandémie de COVID-19.

Le Forum a mis l'accent sur l'accès et l'infrastructure, la gouvernance des nouvelles technologies telles que l'intelligence artificielle, la nécessité de développer les compétences numériques, le comportement éthique dans la production et l'utilisation des technologies numériques (y compris les questions relatives aux déchets électroniques, à la protection des données et au stockage transfrontalier des données), et la nécessité de combler le fossé numérique entre les hommes et les femmes et de promouvoir une participation accrue des femmes dans la technologie et les rôles de direction.

De nombreuses sessions ont discuté des questions qu'il est proposé d'inclure dans le Pacte numérique mondial qui est en cours de préparation avant le Sommet du Futur des Nations Unies prévu pour 2024, y compris le rôle du FGI en tant que source d'expertise multipartite pour le Pacte et ses résultats. Le prochain examen des vingt ans du Sommet

Mondial sur la Société de l'Information (SMSI), qui est prévu pour l'Assemblée générale en 2025 et qui examinera le mandat du FGI, a également été examiné.

Le panel de dirigeants du FGI a présenté un document intitulé "L'Internet que nous voulons", qui propose de grands principes pour le développement futur d'Internet et sur lequel il a invité la communauté du FGI à s'exprimer.

MESSAGES DE LA 18ème EDITION DU FGI

Intelligence Artificielle et technologies émergentes

Thème

L'intelligence artificielle (IA) est une technologie puissante et transformatrice. Il est difficile d'imaginer un secteur qui ne soit pas déjà concerné et qui ne soit pas transformé par son développement rapide et sa portée, y compris la croissance de la productivité et les conséquences des changements rapides qui en découlent dans l'économie, la société et la culture.

Les développements récents sont remarquables et posent de nouveaux défis ainsi que de nouvelles opportunités. L'année dernière, l'émergence de l'IA générative et de ses applications est entrée dans la vie quotidienne et dans les discussions des gens. De nombreuses personnes s'inquiètent des implications de cette situation sur la société humaine et sur l'environnement, à court et à long-terme. Un dialogue et une coopération multipartite à l'échelle mondiale sont nécessaires pour garantir que l'IA soit développée et appliquée de manière responsable. Les applications et l'impact de l'IA transcendent les frontières nationales. Cependant, la plupart des discussions et analyses politiques sur l'IA et son développement se concentrent actuellement sur et dans le Nord. Les opportunités et les impacts pour les pays du Sud doivent être mieux compris et priorisés.

Messages

Coopération Internationale

- Nous ne pourrions réaliser le potentiel de l'IA pour le bénéfice de tous que grâce à des efforts collectifs au niveau mondial, qui s'appuient sur de larges éventails de point de vue des décideurs politiques, des technologues, des investisseurs, des entreprises, de la société civile et du monde universitaire de tous les pays et régions. Les dialogues de haut niveau sur la gouvernance mondiale et les groupes d'experts sélectionnés doivent être équilibrés par des dialogues inclusifs et ouverts à tous.

- Une collaboration entre la politique mondiale en matière d'IA et les forums et initiatives de gouvernance est nécessaire pour éviter la fragmentation des efforts et les approches politiques incohérentes. Le développement et le partage des meilleures pratiques seront importants et doivent inclure les perspectives des pays du Sud. Les gouvernements du Sud doivent accorder davantage d'attention au développement responsable et sûr de l'IA dans leurs pays, en développant des politiques et des stratégies fondées sur des éléments de base tels que la connectivité, la culture numérique et la cybersécurité.

- L'examen multipartite de la gouvernance numérique ne doit pas se limiter aux experts mais doit trouver des moyens d'impliquer et de tirer parti de l'expérience de tous. Une

approche inclusive garantirait que diverses perspectives contribuent à façonner les politiques qui affectent l'ensemble de la population.

Gouvernance

- L'IA et les autres technologies émergentes doivent être développées et utilisées dans le respect des droits de l'homme, des valeurs démocratiques et de l'Etat de droit. Les systèmes d'IA doivent être inclusifs et respectueux de la vie privée. Les processus de développement des technologies d'IA elles-mêmes, ainsi que la politique d'IA et les cadres de gouvernance, les travaux et la réglementation doivent être transparents et inclusifs.
- Des progrès considérables ont été réalisés dans l'élaboration de principes mondiaux d'IA, notamment dans le contexte du processus d'IA du G7 à Hiroshima lancé par le gouvernement du Japon. Nous devons maintenant passer de l'élaboration de lignes directrices et de principes éthiques à l'opérationnalisation de la gouvernance de l'IA.
- Des efforts concertés doivent être déployés pour traduire les principes de l'IA en mesures concrètes pour une mise en œuvre efficace. Nos efforts pour rendre opérationnelles les valeurs partagées à l'échelle mondiale devraient être suffisamment souples pour que les mesures puissent être facilement adaptées à divers contextes locaux et culturels.
- Les normes, lignes directrices, mécanismes d'auto-évaluation et codes de conduite en matière d'IA sont importants, et la réglementation est également nécessaire pour une gouvernance efficace en matière d'IA. Il est urgent de clarifier les responsabilités de toutes les parties dans le cycle de développement de l'IA et de définir les garde-fous nécessaires.
- Il est essentiel de renforcer les mécanismes de contrôle et de suivre la mise en œuvre et l'impact des politiques et des plans déjà convenus en matière d'IA

Droits de l'homme et développement

- Le déploiement croissant de l'IA dans nos sociétés peut renforcer l'autonomie des personnes et les mettre en relation mais il pourrait aussi favoriser la discrimination et aggraver les fractures numériques. L'innovation en matière d'IA doit respecter les droits de l'homme et l'Etat de droit.
- Si elle est exploitée de manière sûre et responsable, l'IA pourrait aider la communauté mondiale à revitaliser les progrès vers la réalisation des ODD. Nous devons réhausser le niveau d'ambition dans ce domaine et utiliser de nouvelles technologies pour résoudre les problèmes complexes auxquels nous sommes confrontés. En même temps, nous devons faire attention à ne pas nous laisser emporter par les promesses futures de l'IA, mais à ancrer les discussions et les applications sur l'IA au niveau mondial et local.
- Il est crucial d'impliquer les communautés et les personnes d'horizons divers dans le développement de l'IA. Nous devons développer une expertise technique, sociale et

juridique pertinente. La coopération ne peut se développer que s'il existe une compréhension partagée des concepts et des termes de l'IA

IA générative

- L'IA générative a montré qu'elle peut améliorer l'efficacité et accélérer l'innovation, mais nous devons également aborder et prioriser les questions concernant l'impact que cette technologie en développement rapide peut avoir sur les droits de l'homme et les institutions démocratiques à travers le monde, y compris dans les pays du Sud.
- Les décideurs politiques doivent adopter une approche inclusive pour comprendre les impacts de l'IA. Les groupes vulnérables qui interagissent avec l'IA générative doivent être impliqués de manière proactive dans les discussions sur la gestion de cette nouvelle technologie.
- Tous les groupes de parties prenantes doivent coopérer pour protéger et préserver la vérité. La désinformation et les fausses informations alimentées par l'IA générative (par exemple sous la forme de deep fakes) peuvent obscurcir ou modifier la réalité perçue. Il est essentiel de promouvoir des informations fiables notamment dans le contexte des élections.
- Il est important d'accélérer le développement de technologies qui détectent et identifient les contenus générés par l'IA. Ces efforts peuvent contribuer à atténuer les risques associés aux "deep-fake" et à l'IA générative, à favoriser une utilisation responsable des données et à contribuer à un environnement numérique plus sûr et plus fiable. La limitation des contenus générés par l'IA permettra aux consommateurs de prendre des décisions et des choix plus éclairés. Des approches interdisciplinaires innovantes sont nécessaires pour développer les solutions adéquates.

ÉVITER LA FRAGMENTATION D'INTERNET

Thème

La communauté de l'IGF s'accorde largement sur la valeur d'un Internet mondial et non fragmenté, en tant que plateforme pour l'activité humaine. L'ouverture d'Internet est considérée comme un moyen essentiel pour favoriser la jouissance des droits des utilisateurs et promouvoir la concurrence ainsi que l'égalité des chances tout en préservant la nature générative et égalitaire d'Internet.

Toutefois certains craignent que les divergences dans la structure d'Internet n'entraînent une fragmentation qui pourrait mettre en péril la connectivité et réduire la fonctionnalité et la valeur d'Internet. Un large éventail de facteurs politiques, économiques et techniques peuvent potentiellement conduire à la fragmentation.

Des inquiétudes ont également été exprimées quant aux effets d'une fragmentation croissante de l'expérience de l'utilisateur d'Internet et quant à la concurrence et au manque de coordination entre les processus et les entités de gouvernance. Si les approches

juridiques, réglementaires et politiques diffèrent nécessairement à travers le monde, une coordination active au-delà des frontières internationales est essentielle pour garantir que des approches fragmentées ne menacent pas la portée mondiale et l'interopérabilité d'Internet. La coopération et la coordination à l'échelle mondiale permettent d'identifier les signes avant-coureurs, de cartographier l'impact des politiques et autres développements, et de se préparer à faire face aux conséquences de ces tendances.

Une approche multipartite est largement considérée comme la mieux adaptée à l'appréciation, à l'évaluation et au suivi des conséquences involontaires potentielles des mesures qui affectent Internet.

MESSAGES

Participation multipartite

- L'Internet mondial unique est largement considéré comme le fondement des activités qui y sont entreprises. Les risques et l'impact potentiel d'un Internet fragmenté sont cependant compris de différentes manières par les différentes parties prenantes dans des pays dotés d'environnements Internet diversifiés. Il est nécessaire d'explorer les points communs et travailler à une compréhension commune des enjeux afin d'identifier et de collaborer sur des réponses appropriées dans ces différents contextes.

- La communauté multipartite devrait développer des approches politiques et des principes réglementaires qui sont propices à l'évolution continue d'un Internet mondial et interopérable. Ces approches devraient éviter les limitations inutiles sur l'utilisation des données et les impacts négatifs sur l'infrastructure d'Internet, tandis que les réglementations locales en matière de données doivent respecter des protocoles ouverts et interopérables. Cela devrait être possible de protéger les intérêts légitimes du grand public et des gouvernements tout en évitant la fragmentation d'Internet et le protectionnisme numérique.

- Les États et autres parties prenantes pourraient souhaiter explorer l'utilisation d'accords modulaires pour institutionnaliser le dialogue et la coopération sur les questions liées à l'Internet et à l'économie numérique, y compris celles qui concernent la fragmentation d'Internet. Les pays développés devraient explorer les moyens de faciliter la participation des pays en développement dans de tels arrangements afin de faire progresser le développement numérique et atténuer le risque de fragmentation de l'Internet.

Le Pacte numérique mondial et la revue SMSI+20

- Le Pacte numérique mondial offre l'occasion de réaffirmer la valeur d'un Internet ouvert et interconnecté dans le contexte de la Charte des Nations Unies, des Objectifs de Développement Durable et de l'exercice des Droits de l'Homme.

- Il est important que le Pacte donne l'occasion à la communauté technique de s'impliquer, évaluer de manière constructive avec les parties prenantes gouvernementales et ainsi combler les écarts entre les aspects techniques et perspectives politiques. Utiliser des récits trop techniques dans des discussions politiques non techniques risque de réduire la confiance dans la couche technique et l'interopérabilité d'Internet.

- La communauté multipartite devrait favoriser une compréhension globale des défis et opportunités entourant la création de contenu, l'accès à l'information et l'Internet ouvert en réévaluant le passé, envisager l'avenir et engager un dialogue constructif.
- En amont de l'examen SMSI+20, la communauté de l'IGF devrait regarder vers l'avenir et chercher à identifier ce à quoi Internet pourrait ou devrait ressembler dans vingt ans et quelles actions sont nécessaires aujourd'hui pour façonner une vision positive pour l'avenir. Les parties prenantes devraient discuter du rôle continu d'Internet en tant que plateforme mondiale, identifier les risques potentiels liés à l'éclatement d'Internet et sensibiliser sur les dangers de la fragmentation et la nécessité d'une action collective.

CYBER-SÉCURITÉ, CYBER CRIME ET SÉCURITÉ EN LIGNE

Thème

Les avantages d'Internet pour le développement économique et le bien-être social ne peuvent être pleinement réalisés sans la confiance et la sécurité. La prise en compte de ces aspects fait partie intégrante du développement d'un accès à internet, sûr et sécurisé.

Il doit refléter le respect des droits de l'homme, l'ouverture et la transparence dans l'élaboration des politiques, ainsi qu'une approche multipartite qui sert les intérêts des utilisateurs finaux. La cybersécurité et la cybercriminalité sont des domaines importants de la politique publique qui parfois, se chevauchent, mais sont également distincts. Ce qui nécessite une attention particulière et le développement d'une expertise.

La cybersécurité – qui vise à protéger les infrastructures, les services, les applications et les dispositifs critiques d'Internet contre les menaces réelles et potentielles – est un défi majeur pour la politique d'Internet.

La cybercriminalité, quant à elle, constitue une menace croissante pour les internautes, avec une liste longue et croissante des types de préjudices, notamment le phishing, l'usurpation d'identité, les fraudes sur Internet, le cyberharcèlement et les escroqueries en ligne.

Les cyberattaques peuvent également avoir un impact sur les infrastructures non numériques critiques, notamment dans le domaine de la santé et des réseaux d'énergie. La communauté internationale devrait explorer des moyens pratiques d'intégrer le renforcement des capacités en matière de cybersécurité dans des initiatives plus larges de développement numérique.

Les tensions entre le désir de faire progresser la transformation numérique et la nécessité de mettre en place une cybersécurité efficace posent des défis lorsqu'il s'agit de créer un environnement en ligne sûr et sécurisé et pour l'atteinte des Objectifs de Développement Durable. Les accords internationaux existants doivent être traduits en actions réalisables. Les gouvernements et les décideurs politiques doivent veiller à ce que les réponses juridiques à l'utilisation criminelle et terroriste d'Internet protègent l'État de droit et les droits de l'homme, prennent pleinement en compte la liberté d'expression et fassent preuve de transparence et de responsabilité.

Messages

Gouvernance

- Les gouvernements devraient reconnaître la valeur des normes Internet ouvertes et liées à la sécurité et utiliser des processus de passation de marchés publics pour sécuriser dès la conception leurs systèmes numériques.
- L'utilisation de l'IA et de l'apprentissage automatique peuvent offrir des moyens de renforcer la cybersécurité et la résilience. Cependant, cette utilisation doit être responsable et durable. Les principes éthiques peuvent fournir des lignes directrices pour aider les développeurs et les utilisateurs de cybersécurité à comprendre, à évaluer et à envisager l'application de ces nouvelles technologies. De tels principes sont mieux développés dans le cadre de discussions multipartites à l'échelle mondiale et devraient mettre l'accent sur le contrôle humain, la transparence, la sécurité et la confidentialité.
- Les choix politiques concernant la cybersécurité, la cybercriminalité et la sécurité en ligne sont complexes. Le cryptage, par exemple, est pour certains un service de protection de la vie privée, mais pour d'autres, il est essentiel pour garantir les libertés d'opinion et d'expression ainsi que d'autres droits de l'homme. L'anonymat est une caractéristique de nombreuses activités et applications Internet, mais il peut être abusé pour nuire à d'autres utilisateurs. Des exemples comme ceux-ci suggèrent la nécessité de systèmes qui favorisent la responsabilité tout en protégeant l'expression et d'autres droits. La superposition des niveaux d'identité pourrait être une manière de développer de tels systèmes.
- Les choix politiques peuvent avoir des effets qui s'étendent bien au-delà des objectifs visés et au-delà des juridictions, pays et régions dans lesquels ils sont introduits. En raison de la nature interconnectée d'Internet, le renforcement ou l'affaiblissement d'un service dans une région peut avoir un effet comparable sur toutes les régions, utilisateurs, où l'impact des choix politiques n'est pas limité par les frontières.
- Les Nations Unies pourraient faire davantage pour analyser l'élaboration de normes et de réglementations pour l'évaluation des technologies émergentes, partager les connaissances et les meilleures pratiques et fournir une plateforme pour des échanges multipartites sur la manière de développer des principes communs pour les technologies émergentes. Ceci pourrait contribuer à garantir que nous disposons des institutions adéquates pour traduire les principes en textes contraignants, normes et réglementations.

La protection des enfants

- Toutes les parties prenantes devraient considérer l'intérêt supérieur des enfants comme une priorité. S'attaquer à la vulnérabilité et reconnaître le développement des capacités des enfants dans tous les domaines de travail liés au développement numérique et à la gouvernance de l'Internet est essentiel si nous voulons garantir un monde en ligne inclusif, sûr et sécurisé en particulier pour les enfants qui représentent désormais un tiers des utilisateurs d'Internet dans le monde.
- Les enfants ont droit à des espaces numériques sûrs et inclusifs adaptés à leur âge dans lesquels ils peuvent explorer, apprendre et jouer. Le partage des données, des preuves et des connaissances est essentiel pour placer la sécurité et les droits des enfants au premier

plan, au cœur des agendas numériques mondiaux, y compris ceux liés à la cybersécurité et à la sécurité des enfants en ligne.

- Les États devraient veiller à ce que la prise en compte des droits de l'enfant soit intégrée dans la législation et la réglementation, plutôt que seulement dans des instruments spécifiques, en référence à l'Observation générale 25 de la Convention relative aux droits de l'enfant sur les droits de l'enfant en relation avec l'environnement numérique.
- La sécurité dès la conception nécessite d'investir dans la sécurité en ligne des enfants dans l'ensemble de l'écosystème, avec un accent particulier sur les capacités des pays à revenu faible et intermédiaire, ainsi que sur une collaboration plus en amont et une action collaborative.

La Violence Basée sur le Genre

- La Violence Basée sur le Genre en ligne dissuade de nombreuses femmes et filles de profiter pleinement des avantages d'Internet. Les décideurs politiques doivent développer des stratégies à plusieurs niveaux pour prévenir et répondre à la violence sexiste facilitée par la technologie, qui soient fondées sur les droits humains, des preuves et pouvant être appliquées aux contextes locaux en partenariat avec les communautés et les organisations de la société civile.

Cyber normes

- Des discussions éclairées sur la cyber politique, les normes et les incidents nécessitent une approche globale qui prend en compte la dynamique de l'ensemble de l'écosystème. Lors de l'exploration de l'impact des normes sur les cyber incidents, il est non seulement important de les examiner par rapport à la cause, à la réponse, à l'atténuation et à la récupération d'un incident, mais également de prendre en compte les impacts consécutifs sur l'ensemble de l'écosystème, y compris au niveau le niveau humain.
- Les opportunités et les défis présentés par l'écosystème numérique responsabilisent et ont un impact sur les individus et les communautés. Fonder les efforts visant à améliorer la cyber-résilience au niveau individuel, sociétal, économique, et même le niveau international bénéficierait d'une pleine appréciation des conséquences des décisions politiques, des normes et des incidents.

GOUVERNANCE DES DONNÉES ET CONFIANCE

Thème

Les données sont devenues des ressources essentielles à l'ère numérique et sont générées et stockées en volumes toujours plus importants en raison des développements de la technologie numérique, notamment de l'IA et de l'Internet des objets. Les cadres législatifs et réglementaires existants aux niveaux national, régional et international sont souvent insuffisants pour suivre le rythme de l'évolution des technologies et des applications. Les flux de données sont essentiels à la coopération internationale dans de

nombreux domaines, notamment la recherche scientifique, l'application des lois et la sécurité nationale et mondiale.

L'utilisation et le partage efficaces des données à l'échelle mondiale peuvent aider à surmonter les défis communs et les menaces posées par les crises en cascade telles que les pandémies et le changement climatique. Une plus grande cohérence est nécessaire au niveau mondial pour parvenir à une approche équilibrée dans laquelle les données fonctionnent pour les personnes et la planète, y compris pour un environnement durable. Les données peuvent générer à la fois du profit commercial et de la valeur sociale. Cependant, les bénéfices d'une économie basée sur les données ont jusqu'à présent été inégalement répartis.

Nombreux sont ceux qui s'inquiètent du fait que les individus et les pays en développement ont été et pourraient rester avant tout des fournisseurs de données plutôt que des bénéficiaires. Même si la gestion des données est souvent très concentrée, la pauvreté des données constitue également un problème important, en particulier dans les communautés locales et parmi les groupes de population vulnérables. Le manque de confidentialité des données et une protection inadéquate des données sapent la confiance dans la gestion des données. Les flux et échanges de données doivent avoir lieu sans compromettre la confidentialité des données personnelles. Cela peut parfois être sacrifié dans les processus d'échange de données, entre la collecte d'informations et leur application, avec des risques intentionnels et non intentionnels pour la confiance et la sécurité.

Messages

Initiatives internationales

- Pour que le pouvoir des données soit au service du développement, nous devons établir des moyens fiables et sécurisés de partager des données au-delà des frontières. La libre circulation des données avec confiance (DFTT) est désormais largement discutée en tant que concept de cadre pour le développement de la gestion internationale des données et des flux de données transfrontaliers.
- Des principes et des mesures pratiques sont nécessaires pour développer le concept de DFFT et établir un terrain d'entente pour le transfert de données qui puisse faciliter l'exploitation des données pour le développement tout en répondant aux préoccupations concernant la confidentialité et la souveraineté des données. Il est essentiel que les pays en développement participent pleinement aux discussions concernant les flux de données transfrontaliers et que les modalités de ces flux reflètent leurs besoins et leurs préoccupations.
- Le cadre politique en matière de données de l'Union Africaine a ouvert la voie à une approche continentale commune visant à tirer une valeur stratégique pour le développement durable des données africaines et à façonner les débats continentaux sur des pratiques de gouvernance des données plus équitables. La mise en œuvre du Cadre au niveau national sera cruciale pour permettre aux pays africains de tirer pleinement parti des opportunités des flux transfrontaliers et du développement de l'économie numérique au sein de la zone continentale de libre-échange de l'Afrique.

Gestion des données et renforcement des capacités

- Les gouvernements et les organismes de réglementation devraient travailler ensemble pour élaborer et mettre en œuvre des réglementations complètes sur la confidentialité pour la surveillance privée dans les espaces publics. Ces réglementations devraient aborder le contrôle des données, la transparence du partage des données et la protection des droits de l'homme. La collaboration entre les parties prenantes contribuera à garantir une surveillance et une application appropriées de ces réglementations afin de sauvegarder les libertés individuelles.

Les questions de gestion, de propriété et de contrôle des données sont de plus en plus importantes. Les organisations de la société civile, les institutions, les universités, le secteur privé et les autres parties prenantes devraient collaborer aux efforts de recherche et de plaidoyer, dans le but de démêler le flux de données et de tenir les sociétés de surveillance privées et les autorités gouvernementales responsables de la gestion des données.

- Les partenariats de données public-privé (qui peuvent nécessiter un partage de données transfrontalier) présentent des avantages tangibles en période de discontinuité ou de crise, mais l'établissement de relations de confiance prend du temps et repose souvent sur des relations informelles et intermédiaires. Des procédures opérationnelles standard et des modalités d'interopérabilité des données seraient utiles pour faire progresser une telle collaboration.

- Il est important de développer la capacité des décideurs politiques, des régulateurs, de la société civile, du secteur privé et des autres parties prenantes à participer de manière significative aux discussions sur la gestion des données aux niveaux mondial, régional et national.

FRACTURE NUMÉRIQUE ET INCLUSION

Thème

On estime qu'environ 2,6 milliards de personnes – soit un tiers de la population mondiale – n'utilisent pas encore Internet. Il existe d'importantes fractures numériques entre et au sein des régions, des pays et des communautés, ainsi qu'une fracture numérique entre les sexes importante dans de nombreux pays. Beaucoup n'ont pas accès aux noms de domaine et aux adresses e-mail dans leur langue maternelle. Les groupes défavorisés sur les plans économique, social et éducatif ont également tendance à l'être sur le plan numérique. Comblé ces lacunes en matière d'accès, y compris en matière de qualité d'accès, est une question centrale dans la construction d'un Internet inclusif.

L'objectif de l'inclusion numérique est d'améliorer l'environnement en ligne afin que chacun puisse adopter un développement numérique et une croissance socio-économique équitables.

Un accès significatif va bien au-delà de la simple connectivité. L'infrastructure des TIC ne parviendra pas à elle seule à combler la fracture numérique, et les inégalités en ligne ne pourront pas non plus être combattues sans comprendre et répondre à leur relation avec les inégalités hors ligne.

Pour atteindre une véritable valeur, l'accès doit être inclusif, utile, durable, abordable et lié à des opportunités d'alphabétisation numérique qui répondent aux circonstances, aux compétences et aux besoins des utilisateurs. et à leurs priorités.

Les politiques et pratiques visant à promouvoir l'accès doivent tenir compte du risque de laisser en arrière les plus vulnérables, notamment les personnes handicapées, les communautés minoritaires et de réfugiés, les minorités sexuelles et de genre, les personnes âgées et les personnes vivant dans la pauvreté ou dans des zones isolées et rurales. Ces communautés doivent pouvoir accéder aux biens et services à la fois hors ligne et en ligne.

MESSAGES

Une connectivité significative

- À mesure que la connectivité s'est accrue, le débat sur la fracture numérique s'est déplacé de la couverture vers l'utilisation, y compris la gamme de services disponibles pour les utilisateurs et leur capacité à accéder aux services dans leur langue maternelle.

Une connectivité universelle significative (qui peut être définie comme la possibilité pour chacun de profiter d'une expérience en ligne sûre, satisfaisante, enrichissante, productive et abordable) est de plus en plus considérée comme un catalyseur fondamental des droits de l'homme ainsi que du développement économique et social.

- Une connectivité significative et universelle est essentielle pour permettre la transformation numérique et atteindre les Objectifs de Développement Durable. Pour y parvenir, il faudra que les décideurs politiques adoptent le concept comme objectif politique, fixent des indicateurs et des objectifs pour sa mesure et sa réalisation, et l'inclusion dans les stratégies, politiques et plans de mise en œuvre numériques nationaux.

- Des données de bonne qualité sur tous les aspects d'une connectivité universelle et significative sont essentielles pour éclairer et surveiller les politiques numériques, établir la nature et la gravité des fractures numériques et identifier les cibles prioritaires pour les interventions politiques. Des mesures doivent être prises pour garantir que ces données soient accessibles aux décideurs politiques.

- Des approches politiques et réglementaires innovantes sont importantes pour atteindre les communautés non desservies et mal desservies. Les approches de financement non traditionnelles peuvent soutenir et construire des réseaux communautaires, dans des zones peu ou pas connectées. Les bibliothèques et autres services publics peuvent fournir une connectivité aux communautés et aux individus marginalisés.

Inclusion numérique

- Pour surmonter la fracture numérique, il faut que l'accès soit accessible à tous au sein de la société. Les gouvernements et les entreprises devraient prendre des mesures pour garantir l'accessibilité aux personnes handicapées, à celles dont les compétences linguistiques et d'alphabétisation sont limitées et aux autres groupes marginalisés.

- L'inclusion numérique dépend d'un Internet multilingue, et la réalisation d'un Internet multilingue dépend de l'acceptation universelle (UA). L'acceptation universelle doit donc être encouragée par la collaboration et la coordination.

- Pour connecter les communautés qui communiquent principalement sous des formes orales, Internet devra adapter ou créer des communications non textuelles, telles que des fichiers/messages audio et vidéo, la transcription d'alphabets et d'autres formes d'échanges intuitives. La domination en ligne de l'alphabet latin doit également être remise en question afin de faciliter l'accès et l'utilisation par les utilisateurs de langues utilisant d'autres alphabets.

- Les ressources éducatives libres (REL) ont un rôle important à jouer dans la sensibilisation et l'acquisition de compétences en littérature numérique. Les gouvernements et les autres parties prenantes devraient contribuer à garantir la qualité de l'enseignement public.

- Le développement d'initiatives en faveur de l'accès et de l'inclusion doit inclure les communautés cibles. Un contenu pertinent au niveau local et axé sur un objectif précis est important pour l'inclusion et nécessite des incitations et un financement pour être durable, de la production à la distribution.

Développement des capacités et leadership

- Une approche holistique du développement des capacités est importante pour parvenir à une connectivité durable et significative. Des compétences numériques et médiatiques sont nécessaires pour permettre une pleine participation aux activités en ligne, y compris l'accès à des services de qualité et la capacité de relever les défis de la cybersécurité.

Des compétences techniques sont nécessaires pour comprendre les technologies émergentes et identifier les applications utiles.

- Le leadership en matière de TIC au sein des groupes minoritaires devrait être encouragé en réduisant les préjugés technologiques et en améliorant la localisation des services et des produits dans différentes régions et communautés.

GOUVERNANCE ET COOPÉRATION NUMÉRIQUE MONDIALE

Thème

Une vision positive de l'avenir de l'Internet doit prendre en compte de nombreux volets et valeurs différents liés au développement durable, aux droits de l'homme, à l'accès et à l'ouverture, à la transparence et à l'état de droit, ainsi que des considérations techniques.

La meilleure façon d'y parvenir est d'adopter une approche multipartite inclusive, où les intérêts de tous les acteurs peuvent être pris en compte. Même si Internet contribue à la croissance sociale, culturelle et économique, les questions de gouvernance, de responsabilité, de confiance et d'accès persistent.

Comme Internet ne peut être abordé dans une perspective unidimensionnelle, une gouvernance collaborative, équitable et inclusive de l'Internet est impérative et nécessite une coordination et une consolidation bien structurées.

Le dialogue entre ceux qui s'intéressent principalement à Internet et ceux qui s'intéressent principalement à d'autres domaines économiques et de politique publique est essentiel pour obtenir les meilleurs résultats.

La surveillance des impacts d'Internet et d'autres développements numériques est également d'une importance cruciale pour identifier les opportunités, les risques et les moyens d'y faire face qui soient compatibles avec le développement durable et les droits de l'homme.

La durabilité de l'écosystème de gouvernance de l'Internet nécessite l'implication et l'engagement des jeunes, qui constituent la prochaine génération d'utilisateurs, d'experts et de dirigeants. Compte tenu du rythme rapide de l'évolution technologique, il est important de renforcer les capacités des générations futures dans tous les pays et à tous les niveaux.

MESSAGES

Gouvernance numérique

- Les débats sur la gouvernance numérique reconnaissent de plus en plus la relation symbiotique entre la gouvernance de l'Internet et la gouvernance plus large des économies et des sociétés à l'ère numérique. Même si Internet reste un élément essentiel de la société numérique, ces discussions devraient s'étendre à des préoccupations plus larges, notamment à l'impact des technologies numériques sur la société, à des questions telles que les droits sur les données, l'éthique de l'IA et l'écosystème numérique au sens large. Les défis de la gouvernance numérique transcendent les frontières traditionnelles de la gouvernance de l'Internet et il est important de les considérer de manière globale.

- La gouvernance numérique repose sur un certain nombre de questions fondamentales. En mettant l'accent sur ces éléments, nous garantissons que l'écosystème de la gouvernance numérique repose sur des principes qui ont résisté à l'épreuve du temps. En relevant des défis fondamentaux tels que la confidentialité des données, les droits numériques, la cybersécurité et le développement des infrastructures, la communauté de la gouvernance numérique peut créer une base plus résiliente et plus sûre pour l'ère numérique en évolution, capable de répondre plus efficacement aux défis du moment.

Participation multipartite

- Une participation diversifiée favorise une compréhension globale des questions complexes entourant la gouvernance numérique. Il est donc crucial de garantir qu'un large éventail de points de vue soit représenté dans le dialogue sur la gouvernance numérique. Cela va au-delà du genre, de la nationalité et de la participation des parties prenantes pour englober un large éventail de voix, y compris celles des branches législative et judiciaire du gouvernement. L'inclusivité devrait garantir qu'aucun groupe ne domine la conversation et que toutes les voix soient prises en compte lors de l'élaboration de l'avenir de la gouvernance de l'Internet.

- Le modèle multipartite est une caractéristique déterminante de la gouvernance de l'Internet, permettant à un large éventail de parties prenantes, notamment les gouvernements, la société civile, les entreprises et la communauté technique, de participer à la prise de décision, facilitant à la fois l'inclusion et la collaboration et promouvant une approche équilibrée et équitable pour relever les défis de l'ère numérique.

- Les processus multipartites ont connu du succès et ont été de plus en plus utilisés au cours des deux dernières décennies. La communauté multipartite a évolué depuis le SMSI

et la gamme d'intérêts différents représentés au sein du groupement des parties prenantes s'est élargie. Il est important que la gouvernance de l'Internet et les processus internationaux tels que le SMSI+20 aillent au-delà de la référence à l'importance du multipartisme et façonnent des modalités qui incluent la cartographie des parties prenantes, accueillent une participation diversifiée et s'appuient sur une expertise diversifiée. Des canaux de contribution innovants devraient être envisagés, en mettant particulièrement l'accent sur l'intérêt d'élargir l'engagement des individus et des groupes de parties prenantes et des pays sous-représentés.

- Les entreprises jouent un rôle crucial dans l'écosystème numérique. Leur participation est essentielle pour relever les défis complexes et les opportunités présentés par l'ère numérique. Ils ont également la responsabilité plus large de contribuer à façonner la gouvernance numérique, en apportant leur expertise sur des questions telles que la cybersécurité, la gouvernance des données et l'inclusion numérique.

- Les entreprises ont intérêt à disposer d'un environnement numérique stable et sécurisé qui favorise l'innovation et la croissance. Tout en recherchant la rentabilité et la croissance du marché, ils doivent également reconnaître que la gouvernance numérique doit servir le bien public au sens large.

Le rôle du FGI

- L'évolution du FGI, passant d'une discussion uniquement sur la gouvernance de l'Internet à un éventail plus large de questions de gouvernance numérique, reflète la nature dynamique de l'ère numérique.

- La visibilité et le profil du FGI doivent être accrus, grâce à une stratégie de sensibilisation efficace, s'il veut continuer à servir de centre de dialogue et de collaboration constructifs, attirer de nouvelles parties prenantes et impliquer divers groupes dans l'élaboration de l'avenir de la gouvernance de l'Internet.

- Pour répondre à la nature complexe et multiforme de la gouvernance de l'Internet, des entités comme le FGI ont besoin d'un financement et de ressources adéquats. Un financement suffisant est nécessaire pour soutenir la recherche, les activités opérationnelles et la coordination des parties prenantes. Sans ressources appropriées, des initiatives et des projets cruciaux risquent de ne pas se réaliser, entravant ainsi le développement d'idées et d'initiatives en matière de gouvernance numérique mondiale.

DROITS DE L'HOMME ET LIBERTÉS

Thème

L'accès à Internet doit être accessible et sûr pour tous. Elle doit respecter les droits civils, économiques, sociaux et culturels énoncés dans les accords internationaux relatifs aux droits, y compris les traités relatifs aux droits de l'homme et d'autres règles pertinentes du droit international. Il est important d'améliorer le suivi et la mise en œuvre des droits numériques à tous les niveaux, en s'appuyant sur des mécanismes nationaux et mondiaux.

Internet offre une opportunité cruciale d'accès à l'information et d'expression, comme le décrit l'article 19 de la Convention Internationale relative aux droits civils et politiques. Les gouvernements devraient éviter tout recours aux coupures d'Internet en raison de leur impact négatif sur les droits de l'homme et le bien-être économique.

Internet offre également des possibilités de renforcer les droits à l'éducation, dans le cadre de politiques plus larges en faveur de l'amélioration pédagogique.

Les inquiétudes sont largement répandues concernant la désinformation, l'utilisation de services en ligne à des fins criminelles, la maltraitance des enfants, les discours de haine et l'ingérence dans les processus électoraux et juridiques. Les approches réglementaires face à ces défis et à d'autres sont en cours de discussion dans de nombreux pays et forums. Les résultats doivent être conformes à l'ensemble des droits de l'homme énoncés dans les accords, standards et normes internationaux relatifs aux droits.

L'intelligence artificielle doit être développée et déployée de manière à être aussi inclusive que possible, non discriminatoire, vérifiable et ancrée dans les principes démocratiques, l'État de droit et les droits de l'homme. Des inquiétudes sont de plus en plus exprimées concernant les risques associés à l'IA, notamment la surveillance et l'automatisation de la prise de décision. Ces questions devraient être abordées dans des forums multipartites dans le contexte du développement durable et des droits de l'homme.

MESSAGES

Gouvernance et droits

- Les droits de l'homme et la dignité devraient être au centre des cadres de gouvernance des technologies numériques, y compris l'IA, en traitant des risques et des menaces en matière de confidentialité et de surveillance des données, de liberté d'expression et de réunion, de manipulation et de discours de haine, de désinformation et de mésinformation.
- Les gouvernements ont la responsabilité de garantir que les droits de l'homme soient mis en œuvre dans la pratique, tant en ligne que hors ligne. Pour y parvenir efficacement, ils doivent investir dans la formation et le renforcement des capacités des décideurs politiques, des juges et des autres professionnels du droit.
- Les décideurs politiques doivent améliorer leur compréhension des technologies Internet, de l'infrastructure qui les sous-tend, de leurs modalités et de leurs modèles économiques s'ils veulent prendre des décisions politiques éclairées et concevoir des cadres réglementaires appropriés. Une plus grande transparence de la part des entreprises et des autres parties prenantes peut contribuer à y parvenir.
- Il est important de reconnaître l'interconnexion des problèmes locaux et mondiaux et de garantir la représentation et l'accès aux discussions sur la politique numérique pour les communautés et les secteurs qui en seront les plus touchés.
- La technologie n'est pas limitée par les frontières géographiques. Les lois et réglementations régissant l'utilisation de la technologie dans des domaines tels que le cryptage doivent être conformes aux normes et standards internationaux relatifs à la vie privée, à la liberté d'expression, à une procédure régulière et à l'accès à l'information.

Accès à l'information

- Les divergences dans l'accès aux données (en particulier dans les pays du Sud) et les conflits potentiels entre les réglementations internationales et locales limitent la capacité de

recherche, d'analyse et de reporting sur l'impact des plateformes numériques sur la société, y compris leur impact sur le journalisme et les médias d'information.

- Le journalisme de haute qualité constitue un moyen efficace contre l'impact de la désinformation, mais son avenir est incertain. Il reste encore beaucoup à faire pour renforcer le journalisme indépendant, en particulier dans les pays où la désinformation est répandue.

- Les gouvernements devraient éviter de recourir aux coupures d'Internet, qui entravent la libre circulation de l'information et menacent les droits de l'homme et les processus démocratiques, en particulier en période électorale. Alors que certains gouvernements ne disposent pas des outils, des connaissances, de la culture numérique et de l'accès à la communauté multipartite au sens large pour résoudre les problèmes préoccupants grâce à une modération efficace du contenu, les coupures ne font pas s'attaquer aux causes profondes qui doivent être traitées, mais portent atteinte aux droits et à la prospérité.

- L'espace informationnel joue un rôle croissant dans les conflits. Les risques numériques et les restrictions à la libre circulation de l'information peuvent nuire aux civils dans les zones de conflit. Les entreprises numériques sont devenues des acteurs importants dans les conflits et se retrouvent souvent dans des circonstances extrêmement difficiles, devant assurer la sécurité du personnel et répondre aux demandes des belligérants. Parallèlement à leur responsabilité de respecter les droits de l'homme et le droit humanitaire, ils devraient être guidés par le principe visant à minimiser les dommages pendant les conflits.

Désinformation et Fausses Informations

- La désinformation est définie comme la diffusion involontaire d'informations inexactes ou fausses, tandis que la fausse information est un contenu délibérément falsifié spécifiquement conçu pour tromper. Cela pose des défis importants pour les politiques publiques au sein de la société dans son ensemble ainsi que dans le secteur numérique.

- Les gouvernements doivent travailler de concert avec les entreprises technologiques et les acteurs civiques autour d'un ensemble de valeurs communes pour faire face à la nature changeante de la désinformation et des fake news à mesure que la technologie évolue. Les communautés doivent disposer d'outils d'alphabétisation numérique et de formations pour identifier les faux contenus.

- Les informations ou contenus synthétiques sont des médias manipulés à partir de leur signification ou apparence originale à quelque fin que ce soit. L'IA générative rend la production d'informations synthétiques plus rapide et plus facile avec des conséquences potentiellement néfastes sur les processus politiques, y compris les élections, où la désinformation menée par des acteurs malveillants peut induire en erreur et renverser les résultats démocratiques.

- Une approche plus nuancée de la désinformation est nécessaire et devrait se concentrer non seulement sur les réseaux sociaux ou les plateformes numériques, mais également prendre en compte le paysage médiatique plus large. Des recherches plus empiriques sont nécessaires pour évaluer les risques de désinformation pour l'activité politique et le processus démocratique.

- Il n'existe pas de solution globale contre la désinformation qui fonctionne dans tous les cas ou contextes. Il est peu probable que les gouvernements s'entendent sur la meilleure façon d'y remédier. Cependant, il devrait être possible d'œuvrer pour un ensemble commun de principes pour guider l'élaboration des politiques en s'appuyant sur les droits de l'homme et l'accès à l'information.

Le rôle des entreprises

- Les entreprises privées peuvent jouer un rôle crucial dans la garantie des droits de l'homme et ont la responsabilité envers les sociétés dans lesquelles elles opèrent de respecter les droits dans leurs pratiques commerciales. Cela nécessite une évaluation minutieuse et efficace des risques, un suivi de leur impact sur les droits de l'homme et une diligence raisonnable dans leur livraison et leurs chaînes d'approvisionnement lors de la conception, du développement et de l'utilisation des technologies numériques, y compris l'IA.

- Les entreprises numériques bénéficieraient davantage de conseils sur ce que signifie pour elles le respect des droits de l'homme et du droit humanitaire international. Une approche multipartite (y compris internationale organisations humanitaires, entreprises du numérique et organisations de défense des droits de l'homme) peut contribuer à combler les lacunes dans la compréhension de la manière dont ils peuvent contribuer à garantir les droits et libertés.

DURABILITÉ ET ENVIRONNEMENT

Thème

Les technologies numériques peuvent contribuer à la protection de l'environnement et à l'atténuation des dommages environnementaux, mais elles ont également une empreinte environnementale négative importante qui doit être prise en compte.

La digitalisation peut fournir des outils et des dispositifs qui aident à surveiller, atténuer et s'adapter au changement climatique – par exemple en utilisant les technologies numériques pour évaluer les conséquences des mesures déjà prises, surveiller les niveaux d'émission et de pollution et développer de nouvelles approches dans d'autres secteurs économiques qui seront plus durables. Les domaines d'application bénéfique de la numérisation comprennent (entre autres) les données environnementales, les systèmes alimentaires et hydriques. Cependant, on sait que les niveaux actuels d'exploitation de certaines ressources rares utilisées dans le numérique et d'autres nouvelles technologies, notamment les éléments des terres rares, ne sont pas durables. L'extraction de ressources essentielles à la technologie est également associée à la perte de biodiversité et au stress hydrique.

À l'autre extrémité du cycle de vie numérique, plus de 50 millions de tonnes de déchets électroniques sont générées chaque année dans le monde, dont une petite partie est actuellement recyclée. Il est urgent d'agir face aux émissions de carbone du secteur numérique, qui sont importantes et croissantes et devrait se développer davantage à mesure que l'Internet des objets et l'IA se généralisent.

Les impacts environnementaux surviennent à toutes les étapes du cycle de vie numérique, y compris la fabrication, l'infrastructure, le stockage des données, l'analyse et le calcul, l'utilisation par les organisations et les individus, et l'élimination.

Une attention accrue est accordée au potentiel d'une économie numérique plus circulaire, y compris des mesures visant à améliorer l'efficacité énergétique, prolonger la durée de vie des appareils numériques, favoriser une production et une consommation durables, encourager la réutilisation et le recyclage et récupérer des ressources rares.

MESSAGES

La relation entre numérique et environnement

- Les discussions sur la transformation numérique et le changement climatique se déroulent encore majoritairement dans des silos séparés, et il peut y avoir une mauvaise compréhension des liens entre la technologie numérique et l'environnement.

Il est important de faire mieux comprendre le lien entre technologie numérique et environnement, notamment en créant une interface plus solide entre les instances décisionnelles concernées par le développement numérique et la durabilité environnementale aux niveaux national et international. La réalisation d'une société numérique inclusive et durable sur le plan environnemental est essentielle à la réalisation des ODD.

- Les transitions numérique et environnementale doivent être cohérentes et mutuellement durables, notamment parce que les politiques numériques qui ne sont pas durables sur le plan environnemental ne le seront pas dans un autre sens. Pour y répondre, il faut progresser depuis des discussions de haut niveau vers des normes, une réglementation et des actions claires de la part de toutes les parties prenantes.

- Les experts en environnement devraient discuter des défis auxquels ils sont confrontés avec des techniciens afin d'identifier les moyens pratiques par lesquels la technologie numérique pourrait faciliter la durabilité. Il est important que les approches numériques reflètent les circonstances réelles dans lesquelles elles doivent être déployées, notamment les contraintes de coût, de connectivité, de fiabilité et de maintenance. Ce qui est approprié dans un contexte est très souvent inapproprié dans d'autres.

- La communauté des NRIs du FGI peut jouer un rôle utile en reliant les questions numériques et environnementales aux niveaux mondial et national.

Relever les défis environnementaux

- Les technologies numériques peuvent contribuer à une meilleure compréhension des problèmes environnementaux auxquels est confrontée la communauté mondiale. Les grands volumes de données désormais générés par les services numériques ainsi que la portée et l'ampleur de l'analyse basée sur l'IA peuvent compléter les systèmes de surveillance environnementale pour permettre un meilleur ciblage des politiques et des interventions visant à réduire les impacts environnementaux et à soutenir l'atténuation et l'adaptation à l'impact du changement climatique.

Lutter contre l'empreinte environnementale du numérique

- Les technologies numériques ont des impacts environnementaux négatifs importants, particulièrement liés à l'exploitation de ressources rares, à la consommation d'énergie et au changement climatique, ainsi qu'à la production et au rejet de déchets électroniques. Toutes les parties prenantes ont la responsabilité de minimiser ces impacts.
- L'adoption de principes de durabilité environnementale par les parties prenantes dans les processus décisionnels sera essentielle pour permettre une transition verte juste. Ces principes devraient être intégrés dans la conception des stratégies, des modèles et des pratiques économiques nationaux, ainsi que dans la conception et le déploiement des réseaux, des appareils, des applications et des services.
- La responsabilité environnementale dans le secteur numérique devrait être accrue. Les efforts visant à rendre le secteur numérique plus écologique doivent aller au-delà des centres de données pour couvrir l'ensemble de la chaîne de valeur. Les gouvernements et les organismes internationaux devraient collaborer pour imposer une production, une utilisation et une élimination responsables des appareils électroniques. Les sanctions en cas de non-conformité et les incitations aux pratiques respectueuses de l'environnement sont essentielles à la responsabilisation et à la durabilité.
- Les normes jouent un rôle important dans la définition du cadre dans lequel les produits et services numériques sont déployés au sein des sociétés. Les organismes de normalisation devraient prendre en compte les impacts environnementaux dans leurs processus décisionnels, reflétant la nécessité pour les produits et services de réduire leur utilisation de ressources rares et de minimiser la consommation d'énergie et les émissions de carbone. Les entreprises devraient s'engager à utiliser des normes respectueuses de l'environnement dans le développement de produits et de services.

Une économie numérique circulaire

- Il existe un intérêt croissant pour la transition vers une économie numérique plus circulaire, caractérisée par une utilisation plus efficace de ressources rares, une utilisation accrue des énergies renouvelables et une efficacité énergétique améliorée dans les réseaux et les appareils, un stockage de données plus sélectif, une longévité et une adaptabilité accrues des appareils numériques (y compris la réparation et la réutilisation) et une meilleure gestion des appareils en fin de vie.
- Le recyclage et la récupération de ressources rares ont un rôle essentiel à jouer dans la gestion environnementale de la technologie. Les niveaux de recyclage – en particulier ceux des produits chimiques toxiques et des minéraux rares – doivent être augmentés pour garantir la sécurité des individus et la sécurité d'approvisionnement à long terme, et le commerce international des déchets électroniques doit être réglementé pour protéger les intérêts des pays destinataires, en particulier dans les Pays du Sud.
- Les informations sur les choix environnementaux doivent être facilement accessibles à tous les individus. Les entreprises numériques doivent être transparentes quant à l'impact environnemental de leurs produits et services et fournir des informations aux

consommateurs. Les gouvernements peuvent adopter des politiques d'achats durables pour encourager le développement de produits plus durables.

IA et nouvelles technologies

- Les considérations environnementales et climatiques doivent être intégrées au développement de l'IA. Nous devons veiller à ce que l'IA ne crée pas plus de problèmes qu'elle n'en résout et atténuer son impact sur le climat. L'efficacité environnementale de l'IA doit être évaluée avec soin et de manière transparente.

Le renforcement des capacités, le partage d'informations et le soutien aux écosystèmes locaux et durables d'IA devraient être encouragés.

- Les gouvernements et le secteur privé devraient financer la recherche sur les énergies renouvelables, le matériel écologique et la pose efficace de câbles et de satellites. Le soutien financier et les incitations peuvent alimenter le développement d'approches efficaces et respectueuses de l'environnement, ouvrant la voie à un avenir numérique plus vert.